

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'aide en faveur du développement de l'Afrique, à Marrakech le 16 novembre 2016.

Majesté,

Je tiens d'abord à vous remercier pour l'invitation que vous m'avez faite de participer à ce Sommet.

Je salue ici tous les chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains, rassemblés autour d'un même engagement, d'une même volonté.

Je veux dire au secrétaire général des Nations unies, Monsieur Ban Ki-moon, combien il a été, ces derniers mois, plus largement ces dernières années, précieux, pour que le développement durable puisse être porté comme un objectif pour la communauté internationale. Son rôle a été déterminant pour que nous puissions, à Paris, avoir cet Accord sur le climat.

Justement, à Paris, il y a moins d'un an, Laurent FABIUS, président de la COP, scellait l'Accord. C'était, et c'est encore un accord, qui est fondé sur la justice climatique. La justice climatique, c'est la responsabilité pour les pays riches, les pays développés d'apporter par leur financement, par leurs technologies, aux pays qui sont en développement les meilleures conditions pour réussir l'adaptation et lutter ensemble contre le réchauffement climatique. La justice, c'est aussi de mobiliser tous les fonds qui ont été prévus à Paris, c'est-à-dire 100 milliards de dollars.

Vous avez voulu, Majesté, placer cette COP22 sous le thème des solutions et notamment pour l'Afrique. Comme il a été rappelé, l'Afrique est le continent le plus vulnérable aux dérèglements climatiques, alors qu'il n'en est pas responsable. C'est une injustice de plus.

Sur les cinquante pays les plus meurtris par le réchauffement, trente-six se situent en Afrique subsaharienne. On en connaît les conséquences : la désertification, la sécheresse, la déforestation, les inondations qui alimentent toutes les tensions et qui provoquent hélas, toutes les catastrophes que vous vivez.

Au-delà de la question climatique, c'est le développement qui est en jeu. Nous savons également que d'ici 2050, la population du continent africain va doubler, atteindre 2 milliards d'habitants. Il y a donc urgence à agir dès maintenant pour que l'Afrique accède massivement à la lumière et tous les Africains à l'électricité. Sept cent millions en sont aujourd'hui privés. Il y a urgence aussi à agir pour l'agriculture, pour l'accès à l'eau, pour la formation et donc pour l'emploi.

Je rappelle que le sort de l'Afrique, c'est aussi le sort de l'Europe, tant nos deux continents sont liés l'un à l'autre. Le développement de l'un, c'est la croissance de l'autre. La sécurité de l'Afrique, c'est la stabilité aussi pour l'Europe, surtout avec les pressions que nous connaissons aujourd'hui, pressions migratoires, mais également pressions pour le repli, pour l'isolement, pour le rejet. Voilà ce que nous avons ensemble à traiter.

J'avais appelé à Paris, lors de la COP21, à la définition d'un plan à l'horizon 2020 pour l'Afrique. Ce Sommet nous fournit l'occasion d'en poser les bases et nous aurons également à les rappeler lors du Sommet de Bamako, où, à l'invitation du Président KEITA, nous serons de nouveau rassemblés et à Abidjan, où l'Europe et l'Afrique tiendront un sommet l'an prochain.

La priorité, c'est l'accès à l'énergie. L'Afrique représente 13% de la population mondiale et seulement 4% de la demande d'énergie. D'où l'initiative que nous avons lancée pour les énergies renouvelables, 10 milliards d'euros additionnels par rapport aux financements existants ont été annoncés d'ici à 2020.

Je le dis, ces promesses doivent être tenues. La France veut être exemplaire. 2 milliards ont été

Je le dis, ces promesses doivent être tenues. La France veut être exemplaire, 2 milliards ont été dégagés, ils sont en cours d'affectation, sur des projets bien précis, en Egypte, au Mali, au Kenya, au Sénégal, au Bénin, au Cameroun, en Namibie et ailleurs. Grâce à Ségolène ROYAL, présidente de la COP21 et avec le concours des chefs d'Etat africains ici rassemblés et de tous ceux qui ont pu, avec les organisations qui en avaient pris l'initiative d'y contribuer, nous avons identifié 240 projets, donc 240 possibilités pour agir.

Lors du dernier Sommet de l'Union africaine, vous avez décidé de la création d'une unité indépendante hébergée par la Banque africaine de développement, pour que les procédures soient simplifiées et les méthodes rendues plus efficaces. Car vous voulez que cela aille vite. Toutes les conditions sont donc réunies pour atteindre et même dépasser l'objectif de 10 gigawatts de capacité supplémentaire sur le continent d'ici 2020.

J'ai également entendu plusieurs messages venant de beaucoup d'entre vous, qui ne souhaitent pas simplement un plan pour apporter de l'énergie, mais veulent de véritables transferts de technologies et des formations pour assurer par vous-mêmes le suivi des investissements. C'est une demande légitime. Nous devons donc permettre à chaque pays africain de former les techniciens, les ingénieurs qui pourront concevoir, réaliser, entretenir les sites de production d'électricité, quelle que soit leur origine, solaire, éolienne, hydraulique, géothermique.

La France soutiendra les projets de centres de formation professionnelle qui iront dans cette direction. D'ailleurs, avec Sa Majesté, nous avons, déjà au Maroc, pris un certain nombre d'initiatives communes pour des centres de formation de ce type.

La deuxième priorité est la sécurité alimentaire. 220 millions de personnes souffrent encore de la faim sur le continent africain. Les dérèglements climatiques aggravent encore la dégradation des terres, provoquent des baisses de rendements. La France veut être là-aussi à l'initiative. Nous avons renforcé les moyens budgétaires de l'Agence française de développement et augmenté son capital. Nous soutiendrons l'initiative de la CEDEAO pour accompagner sa transition agro-écologique et favoriser l'émergence de politiques agricoles qui peuvent être écologiquement intensives et sont adaptées aux exploitations familiales.

Le ministre de l'Agriculture français, Stéphane LE FOLL, a proposé un programme « 4 pour 1000 », pour que le carbone organique dans les sols permette d'arrêter l'augmentation du CO2 atmosphérique. C'est un enjeu commun.

J'ai également décidé que la France s'associerait au Fonds d'investissements visant à atteindre la neutralité en termes de dégradation des terres, qui se constitue sous l'égide des Nations unies, en lien avec des acteurs publics et privés.

Enfin la dernière priorité est la lutte contre la désertification. C'est le sens des grands projets, la grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel, portée par l'Union africaine, le lac Tchad, le bassin du fleuve Niger, le bassin du Congo et d'autres projets. J'ai évoqué ceux qui avaient été présentés par Ségolène ROYAL, nous sommes prêts à agir dans l'ensemble de ces zones, en appui aux efforts des pays africains.

Nous le faisons par conscience de nos devoirs. Nous le faisons aussi parce que nous savons que l'Afrique est un continent d'avenir. Mais nous le faisons également et je veux le dire avec franchise parce que les désordres sécuritaires sont liés aux désordres écologiques, et que nous avons tous intérêt à y apporter des solutions. Parce que nous savons ce que peuvent provoquer les déplacements massifs de population et nous savons ce que peuvent être des conflits qui naissent de la difficulté d'accès à l'eau et nous savons ce que peuvent être des réactions désespérées de populations, quand il n'y a plus de possibilité pour les agriculteurs de trouver des terres à cultiver.

Le développement de l'Afrique, c'est une priorité pour le monde et en particulier pour l'Europe. Je l'ai dit, la France a pris des engagements et les tiendra. L'Europe a lancé également un plan pour les énergies et pour les infrastructures, à hauteur de 2,5 milliards d'euros, 60% de l'énergie en Afrique pour le renouvelable grâce au Fonds européen de développement. Je veillerai à ce que l'Europe soit également prête à accompagner tous vos projets.

Voilà, Mesdames et Messieurs, le message que j'étais venu ici tenir pour votre Sommet. L'année dernière, nous avons conclu un accord historique. C'est bien. Nous savons que rien n'est acquis,

qu'il faudra se battre pour que les engagements, les contributions et les signatures puissent être confirmées, mais je ne voudrais pas que l'Afrique ait le moindre doute par rapport à notre engagement et à notre implication. Parce que s'il y a eu un accord à Paris, c'est parce que l'Afrique y a largement contribué. Votre continent attend maintenant des actes, des financements, des projets, des technologies, de la formation. Le succès de Paris, ce sera d'abord le succès de l'Afrique. Je veux donc saluer la déclaration qui vient d'être faite. L'avenir de l'Afrique, c'est l'avenir du monde et la France veut être là avec vous, parce que la France veut prendre aussi sa place au plus niveau. Merci.